

L'heure du sauve-qui-peut

● Les derniers naufrages semblent avoir eu un effet d'électrochoc parmi les dirigeants de l'UE.

● La Commission propose un plan d'actions "migrants" qui sera débattu jeudi par les chefs d'Etat et de gouvernement, réunis en sommet extraordinaire.

"L'Union européenne n'a plus d'alibi, les Etats membres n'ont plus d'alibi."

FEDERICA MOGHERINI

La chef de la diplomatie européenne a estimé lundi à Luxembourg que l'Union devait prendre des "mesures immédiates". Elle a toutefois ajouté qu'il n'existait "pas de solution magique".

"Nous Européens, nous risquons notre crédibilité si nous ne sommes pas capables d'éviter ces situations dramatiques qui se produisent tous les jours."

MARIANO RAJOY

Premier ministre espagnol.

"[Ce qui est possible], ce sont des interventions ciblées pour détruire un racket criminel."

MATTEO RENZI

L'Italie envisage de s'attaquer aux réseaux de passeurs, a indiqué lundi le Président du Conseil italien, lors d'une conférence de presse commune avec le Premier ministre maltais Joseph Muscat.

"Nous devons prendre des mesures directes, pratiques et substantielles."

DIMITRIS AVRAMOPOULOS

Le commissaire en charge de la Migration et des Affaires intérieures a indiqué lundi que l'exécutif européen préparait un plan d'action en dix points pour mettre un terme à la série de naufrages meurtriers. Sans action immédiate, "la crise va prendre des proportions dangereuses dans les mois qui viennent", a prévenu le Grec.

Lever les barrières plutôt que nourrir le problème

Enfermée de nombreuses années dans une approche essentiellement sécuritaire des questions migratoires, l'Union européenne est contrainte de revoir sa copie face aux drames qui se répètent et s'amplifient en Méditerranée. L'idée d'ouvrir des voies de migration légale fait très doucement son chemin.

1 L'ouverture d'un couloir d'immigration à titre humanitaire est-elle la solution, ou du moins une des solutions, pour enrayer le phénomène à court terme ? "À très court terme, oui", répond Claire Rodier, vice-présidente du réseau Migreurop. Mais encore faut-il savoir ce que cela veut dire. "Cela n'a pas la même signification dans la bouche de toutes les personnes qui évoquent cette piste. Il est clair qu'il faut assurer le sauvetage de personnes qui sont déjà sur le chemin de cet exil et s'organiser pour les faire venir en Europe sans qu'elles soient forcées de prendre des risques aussi inouïs. Mais il faut surtout que ces gens puissent venir légalement et quand ils le souhaitent. Cela passe, par exemple, simplement par la délivrance de visas à des personnes qui en font la demande et qui sont en mesure de se déplacer par des voies sûres. Or, aujourd'hui, on sait qu'une bonne proportion des Syriens ont sollicité ces visas vers l'UE, mais ils se sont vu opposer un refus."

Il est urgent "de mettre en place une véritable opération de recherche et de sauvetage", souligne de son côté Judith Sunderland, directrice adjointe de la division Europe et Asie centrale de l'ONG Human Rights Watch. "L'impératif humanitaire est de sauver des vies et de respecter l'obligation juridique qui incombe à l'UE de ne pas renvoyer les migrants vers des endroits où leur vie ou leur liberté sont menacées" Pour cela, ajoute-t-elle, il faudrait déjà augmenter significativement le nombre de places d'accueil pour les réfugiés.

2 Comment organiser ce processus, sachant que les migrants sont, pour l'essentiel, des ressortissants de pays où l'État est défaillant ? "On est dans une situation extrêmement complexe", relève Denis Duez, directeur de l'institut d'études européennes de l'Université Saint-Louis à Bruxelles. "Ce sont des gens qui fuient des conflits, donc on est plus dans le champ large de l'asile que dans celui de la migration", précise-t-il. Mais, "même si on envisage une perspective de migration écono-

mique dans certains cas, il est clair qu'on n'est plus dans la situation des années 50 en Europe, lors de laquelle des accords de migration économique ont été passés entre les pays destinataires et les pays d'origine". Et d'ajouter : "À part délivrer des titres de séjour ou d'accès au territoire européen aux gens qui arrivent via des canaux irréguliers, je ne vois pas de solution immédiate."

"Avec un État défaillant comme la Libye, rien n'est possible actuellement, note Judith Sunderland. Ce dont on discute, c'est de coopération avec la Tunisie, l'Égypte, le Maroc. Il y a l'idée de créer des centres dans les pays de transit afin que les migrants ne doivent plus prendre le bateau pour arriver en Europe. En théorie, nous n'avons pas de problème avec cela, il est impératif de sauver les vies. Mais cette idée pose beaucoup de questions : il faut s'assurer que les conditions soient dignes et humaines, que les droits soient respectés, que les procédures soient conformes aux standards de l'UE..."

Un scénario qui laisse Denis Duez dubitatif : "Cette piste avait été ouverte il y a quelques mois. Mais est-ce qu'au-delà des

déclarations à chaud, la volonté politique est présente ? On peut en douter.

Quant à Claire Rodier, elle rappelle qu'une directive européenne de 2001 prévoit ce genre d'intervention en cas de mouvement massif de personnes déplacées vers l'Europe. *"Vu la situation, on pourrait très bien mettre cette directive en œuvre. À ce moment-là, on ne regarde ni les*

passports ni les visas, mais on laisse venir simplement ces gens parce qu'il y a un devoir d'accueil."

3 **À plus long terme, compte tenu du contexte politique et de la montée des partis nationalistes et xénophobes, est-il vraiment réaliste que l'Union ouvre plus largement ses frontières ?** *"Réaliste au regard de quoi ?, interroge Claire Rodier. Moi, il ne me semble pas réaliste que l'UE voie mourir sous ses yeux 500 personnes par jour. Cela dépasse l'entendement. Tous pays confondus, l'Union compte sur son territoire à peu près 450 centres de détention de migrants où elle enferme en moyenne 600 000 personnes par an. Avec un résultat dérisoire puisque, in fine, moins de la moitié de ces personnes sont effectivement expulsées. Est-ce réaliste de dépenser autant d'argent pour mettre autant de personnes, qui n'ont commis aucun autre délit que de franchir irrégulièrement des frontières, sous les verrous ? Cet argent ne serait-il pas mieux utilisé pour mettre sur*

pied des centres d'accueil où elles peuvent se poser dans de bonnes conditions ?"

Rappelant qu'en l'état actuel, on ne peut en aucun cas parler *"de raz-de-marée migratoire en Europe"*, Denis Duez souligne que limiter ces flux *"dépend d'abord et avant tout de la stabilisation politique des pays d'où partent les candidats réfugiés. Tant que la situation ne se sera pas améliorée, les flux ne vont pas se tarir."*

4 **L'idée de quotas de migrants par État membre tient-elle la route ?** *"Les accidents qui coûtent la vie à des centaines de personnes peuvent toucher l'opinion publique et lui faire accepter qu'il faut partager 'le fardeau'. Ce qui suppose aussi que ces personnes soient prêtes à déposer des demandes d'asile dans les différents États membres, ce qui n'est pas évident en soi. Mais la situation ne peut pas uniquement peser sur les pays périphériques de l'Union", estime le P^r Duez.*

Claire Rodier, elle, ne croit guère *"à une répartition autoritaire"*. *"Ces personnes finiront toujours par aller s'établir là où elles ont des proches, des affinités de langue, des opportunités professionnelles."* Une telle annonce des Vingt-huit aurait pourtant une dimension positive : *"Ce serait une forme de manifestation de solidarité de leur part, qui n'existe absolument pas aujourd'hui."*

S.Vt., OleB et G.T.

3 Questions à

VINCENT COCHETEL

Directeur du bureau européen de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR)

1 **A court terme, comment un couloir humanitaire peut-il formellement s'organiser ?**

Depuis la première tragédie à Lampedusa, en octobre 2013, nous avons dû que ces mouvements continueraient parce que ces gens sont désespérés. L'idée est donc de créer des alternatives légales afin d'éviter qu'ils prennent

ces risques fous. Il faut, par exemple, s'assurer que des personnes qui ont un besoin de protection internationale et qui ont déjà des membres de leur famille en Europe puissent avoir accès facilement aux procédures de regroupement. Il faut aussi que l'on ait un programme de réinstallation crédible. À nos yeux, un programme crédible, c'est au minimum 50 000 personnes et pas 5 000 à 10 000 personnes comme la Commission européenne le planifie.

2 **Cette réinstallation se ferait via une répartition entre pays européens ?**

Oui, il faut un partage équitable entre les Vingt-huit et même au-delà de l'Europe. Les Érythréens et les Somaliens, par exemple, ont souvent des membres de leurs familles aux États-Unis et au Canada. Cette répartition doit se baser sur divers critères objectifs comme la taille de la population du pays d'accueil; le PIB/habitant; le taux de chômage sur plusieurs années, etc. Mais aussi tenir compte de critères liés aux caractéristiques des individus. Certains ont étudié en Europe ou exercent des professions qui peuvent être utiles dans certains États membres; d'autres ont des connaissances linguistiques...

3 **Les autorités européennes ont commis une erreur en ne donnant pas une suite de la même ampleur à l'opération de sauvetage Mare Nostrum ?**

Oui. On ne doit pas se poser la question de savoir si les gens se noient pour des raisons économiques, politiques ou de persécutions. Il y a des considérations élémentaires d'humanité. Mare Nostrum présentait un cadre prévisible de sauvetage en mer, il a disparu. On savait que des catastrophes allaient arriver. Les États européens ont eu quatre mois pour se préparer pour éviter les mêmes tragédies que l'an dernier, mais pas grand-chose ne s'est passé.

G.T.

"Soit ces gens viennent dans un cadre légal, soit ils viennent de manière illégale en alimentant l'industrie des trafiquants. Que veut-on?"

VINCENT COCHETEL

Directeur du bureau européen du HCR.

Épinglé

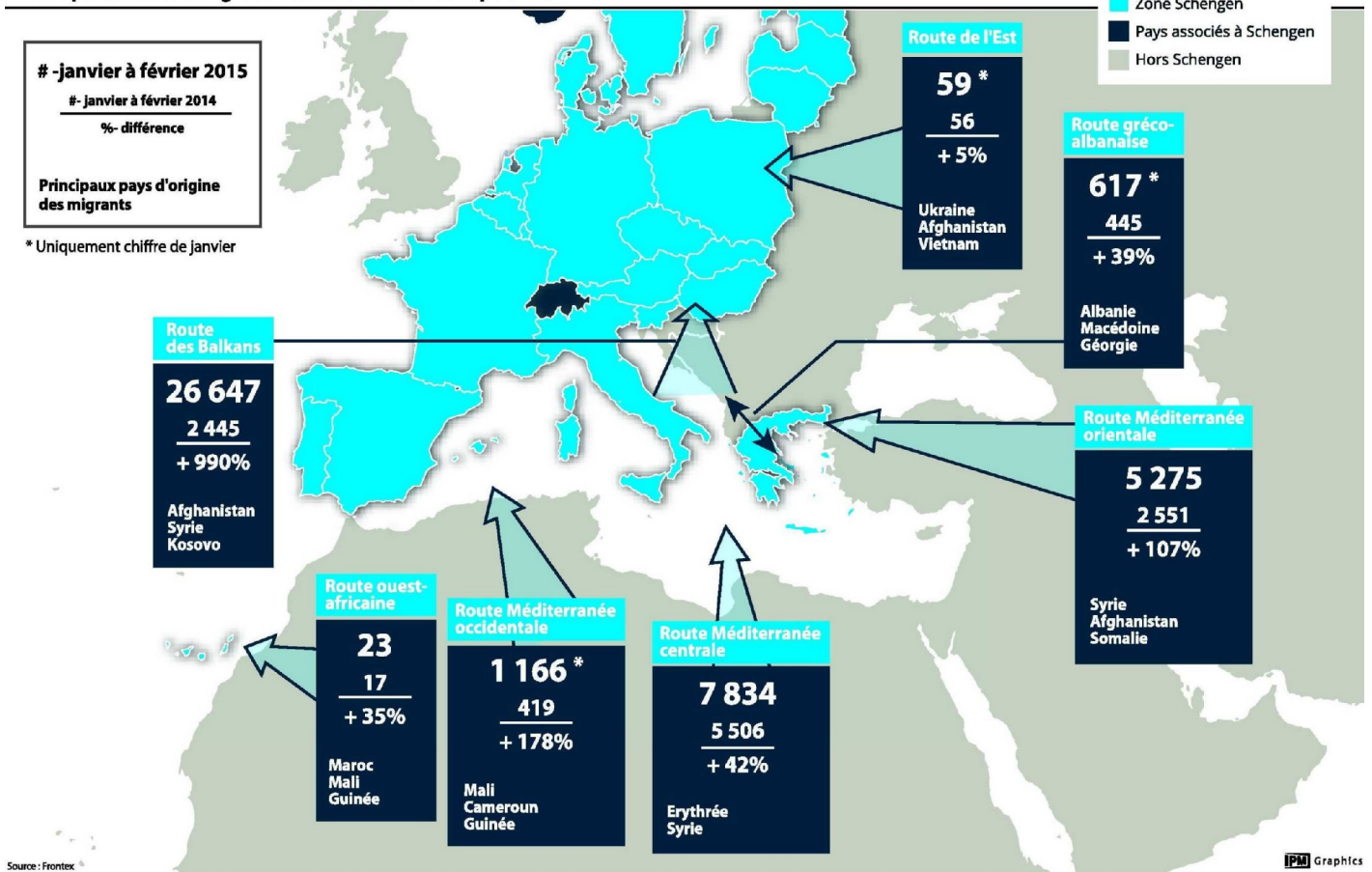
Sommet européen extraordinaire, jeudi

Le président du Conseil européen

Donald Tusk a convoqué un sommet extraordinaire ce jeudi, consacré à la crise des migrants en Méditerranée. À cette occasion, la Commission présentera un plan en dix points que le commissaire en charge de l'Immigration, Dimitris Avramopoulos, a déjà soumis aux ministres européens des Affaires étrangères, lundi, à Luxembourg. Ce plan prévoit, entre autres, le renforcement des missions de surveillance et de sauvetage en Méditerranée, Triton et Poséidon. Les Européens entendent également bloquer les routes migratoires menant à la Libye, principal pays de transit des migrants. Les Vingt-huit vont aussi ouvrir le débat, sensible, sur la répartition plus équitable des réfugiés entre États membres.

Il y a urgence: ce lundi, Malte et l'Italie se sont portés au secours de deux bateaux de migrants en détresse, l'un transportant entre 100 et 150 personnes, l'autre 300, selon Rome. Un autre naufrage s'est produit au large de l'île de Rhodes, en Grèce. Nonante-trois personnes ont pu être secourues, mais trois migrants, dont un enfant, ont péri. **OleB**

Principales routes migratoires vers l'Union européenne



“La Belgique n’est pas à la hauteur”

■ L’opposition critique le gouvernement qui donne la priorité à un accord européen.

Ces chiffres sont très rares : actuellement, la Belgique accorde le statut de réfugié aux migrants syriens qui se présentent sur son territoire dans 98 % des cas. “En mars de cette année, quatre ans après le début du conflit, un statut de protection avait été octroyé à 4 317 Syriens”, précise Damien Dermaux, porte-parole du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA). “Nous n’avons pas à nous féliciter de ces chiffres, ils peuvent paraître dérisoires face à l’importance du drame humanitaire qui se joue en Irak et en Syrie, mais ils prouvent que la Belgique fait ce qu’elle a à faire pour protéger les migrants qui arrivent sur son territoire.”

Prudent, le CGRA se rend bien compte que de tels taux de protection ne résolvent pas l’essentiel du problème. Les migrants qui arrivent en Belgique, s’ils répondent aux conditions d’obtention du statut de protection, sont une excep-

tion : la majorité des victimes ne peut se payer ou survivre à un tel voyage vers nos régions.

C’est dans ce cadre que la Belgique poursuit une humble politique de “réinstallation” en sélectionnant et en transférant les réfugiés les plus vulnérables. Notre pays a ainsi “réinstallé” 100 personnes en 2014, et a prévu d’en aider 300 en 2015. Face à l’ampleur du drame humanitaire, cette initiative qui ne s’adresse qu’aux Congolais et aux Syriens est totalement insuffisante, mais se classe pourtant dans la moyenne européenne (seule l’Allemagne a assuré un accueil sensiblement plus important).

“Un gouvernement hypocrite”

“La Belgique est un élève moyen dans une mauvaise classe.” Au CNCD-11.11.11, Nicolas Van Nuffel ne se prive pas de dresser un constat sévère. “Il est très difficile d’isoler la politique belge de la politique européenne. Notre pays répond sans doute à ses obligations, mais il participe aussi à une politique européenne qui a transformé le continent en forteresse.” Nicolas Van Nuffel ajoute : “La Belgique fait son boulot, mais sans plus”. Depuis les rangs de l’opposition, le député CDH Georges Dalle-

magne partage la même opinion. “Il y a une réelle hypocrisie. De grands discours humanistes sont délivrés aux médias, mais rien n’est jamais concrétisé. Depuis la mise en place du nouveau gouvernement en octobre dernier, aucune aide humanitaire n’a encore été distribuée aux victimes des conflits en Libye, en Irak ou en Syrie. Nous ne sommes pas l’Etat le plus sourd à ce qui se passe, mais nous sommes loin d’être à la hauteur du drame qui se joue.”

Zakia Khattabi, la coprésidente d’Ecolo, lui répond en écho : “Depuis ce matin, les expressions des politiques belges que j’entends reportent la responsabilité sur d’autres. C’est d’une hypocrisie sans nom. Il faut repenser globalement la politique d’accueil de l’Europe”.

L’heure, confie-t-on du côté du Premier ministre Charles Michel, est à la discussion avec les partenaires européens. Interrogés par de nombreux médias, les partis de la majorité ont donc préféré jouer la montre ce lundi, et éviter par là toute initiative engageante avant le sommet extraordinaire des chefs d’Etat et de gouvernement de l’Union européenne qui se tiendra jeudi à Bruxelles.

Épingle**Le prix inconnu de l'entraide**

Cohérence. Ce jeudi, lors du sommet européen, le gouvernement belge plaidera pour la concrétisation d'une politique européenne "globale et

cohérente".

Partage. Une telle politique européenne est aussi ce qu'espèrent les autorités italiennes qui demandent plus de soutien de la part de leurs confrères européens.

Contribution. Selon le député Georges Dallemagne cependant,

la Belgique ne fournit "aucune contribution" à l'Italie pour le sauvetage en mer. Ce lundi soir, le gouvernement était quant à lui incapable de nous confirmer la part de son budget consacrée au financement de l'agence Frontex qui coopère à la gestion des frontières extérieures de l'Union.

Le chaos libyen

■ La stabilité dans ce pays est indispensable pour juguler le flux de migrants.

Combien de fois n'a-t-on entendu, en coulisse, des Européens se demander, l'air de rien, si la main de fer de Mouammar Kadhafi n'était pas préférable au chaos. L'Union regretterait-elle le temps où la Grande Jamahiriya faisait la police à ses portes?

C'était l'époque où les dirigeants européens, schizophréniques, s'étaient engagés dans une politique d'externalisation du contrôle des frontières vers les pays du sud de la Méditerranée, dont ils déploieraient dans le même temps l'absence de démocratie. Des cas graves de maltraitance des migrants seront d'ailleurs découverts et objectivés en Libye, mais les côtes étaient surveillées...

En 2008, Tripoli et Rome avaient signé un "traité d'amitié": l'Italie investirait 250 millions d'euros chaque année pendant 25 ans et la Libye empêcherait le départ de bateaux de migrants. Redevenu fréquentable sur la scène internationale, Mouammar Kadhafi avait d'ailleurs compris le profit qu'il pouvait tirer des craintes des Européens face à l'afflux de demandeurs d'asile et migrants économiques. En 2010, il leur avait réclamé

la bagatelle de cinq milliards d'euros pour juguler le flux vers le Vieux Continent qui, sinon, "pourrait devenir l'Afrique". L'Union n'était pas entrée dans ce chantage mais a bien développé un programme de coopération dans le domaine de l'immigration.

Depuis la chute du Raïs en 2011, la Libye a sombré, l'Etat s'est effondré et les trafiquants d'êtres humains s'en sont plutôt bien trouvés. Le nombre de traversées de la Méditerranée est reparti à la hausse. Plus de 90% des migrants débarquant en Italie depuis l'Afrique passent par la Libye, "exactement comme il y a trois ans lorsque les gens venaient de Tunisie en l'absence de stabilité dans ce pays", a remarqué ce week-end le Premier ministre italien Matteo Renzi. "La seule solution aujourd'hui est la paix (en Libye) et la stabilité des institutions."

Un espoir d'accord

Or, la Libye est le théâtre de luttes incessantes entre factions rivales. Deux parlements se disputent le pouvoir, l'un à Tripoli aux mains d'une coalition de milices, l'autre exilé dans l'est du pays et reconnu par la communauté internationale. L'envoyé spécial de l'Onu Bernardino Leon mène depuis le mois de mars une médiation entre les deux parties. Dimanche, dans la ville marocaine de Skhirat, il assurait

qu'elles se trouvaient "très proches" d'un "accord final" susceptible d'aboutir à un gouvernement d'union nationale. "Les négociations conduites sous l'égide de l'Onu mettent du temps à aboutir, mais elles restent la meilleure chance de paix", estiment Jean-Marie Guéhenno et Issandr El Amrani, de l'ONG International Crisis Group.

La situation est d'autant plus sensible que l'Etat islamique a pris d'assaut pied sur le territoire et pourrait se lier aux réseaux de passeurs. "Les Européens ne voient aujourd'hui la Libye que sous l'angle humanitaire: de nouveaux 'boat people' qui profitent de l'effondrement de l'Etat libyen pour tenter de gagner à partir d'une côte qui n'est plus gardée l'eldorado européen. Mais la réalité est un enjeu stratégique de première importance: si l'Etat libyen n'est pas préservé, c'est un croissant jihadiste, de Boko Haram au Nigeria à l'Etat islamique en Syrie qui se dessine aux portes de l'Europe."

Sabine Verhest

L'Union regrette-t-elle le temps où la Libye de Mouammar Kadhafi faisait la police à ses portes?

Le macabre business des passeurs

■ Les trafiquants s'enrichissent sur le dos des migrants, sans se soucier de leur sécurité.

Les passeurs qui transportent ou affrètent les bateaux de migrants à travers la Méditerranée entrent aujourd'hui dans la catégorie du crime organisé, aux pratiques rodées. Ils embarquent par centaines les migrants qui cherchent à rejoindre le territoire de l'Union européenne – le plus souvent au départ de la Libye, de la Turquie ou de la Tunisie – sans se soucier de leur sécurité.

Ce phénomène de traversée est en forte augmentation depuis une quinzaine d'années. Le renforcement des frontières européennes est la cause directe de la "professionnalisation" des passeurs. L'organisation de leur trafic est de plus en plus précise comme l'explique Pascal Reyntjens, chef de mission pour l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à Bruxelles: "Il y a un an ou deux, le contact entre aspirant migrant et passeur se faisait de bouche à oreilles. Aujourd'hui, l'information est organisée et se déroule dans les connection houses où les migrants reçoivent les indications sur les prix de la traversée, sur le moyen de transport, etc."

Selon ce spécialiste, le profil des pas-

seurs décrit par les rescapés est souvent identique: "Il s'agit surtout de personnes qui travaillent dans le port de Zouara en Libye." Ce qui ne signifie pas nécessairement qu'ils sont tous Libyens, "puisque parfois, les passeurs sont issus de la même communauté subsaharienne que les migrants qu'ils transportent", complète Pascal Reyntjens.

Les analystes de l'OIM affirment que les passeurs profitent des conflits qui embrasent plusieurs pays pour réunir le maximum de "clients". Ce que confirme un rapport du Regional Mixed Migration Secretariat (RMMS): "L'importance du flux de migrants a fait monter en flèche la demande pour les services de passeurs et avec elle, le prix des passages." Les montants fixés par les trafiquants sont variables: "Un migrant au départ de la Libye paiera entre 400 et 500 dollars; celui qui part de Syrie entre 1 500 et 2 000 euros", explique Pascal Reyntjens. Et d'ajouter: "Certains passeurs profitent souvent de la traversée pour retenir captifs les migrants, et les forcent à débours des sommes supérieures à celle convenue, sous la menace de la torture."

Entre les mailles du filet

Très souvent, les passeurs arrivent à se faufiler entre les mailles du filet tendu par les gardes-côtes et

la police. La plupart du temps, ils n'embarquent d'ailleurs pas avec les migrants, explique Pascal Reyntjens. "Ils préfèrent ne pas prendre de risque et donnent un GPS à un des passagers. Ils lui expliquent comment l'appareil fonctionne et les laisse partir."

Lorsqu'un passeur est arrêté, il s'agit souvent d'un des derniers maillons de la chaîne ce qui ne permet pas de se faire une idée claire sur les réseaux, estime Denis Duez, directeur de l'institut d'études européennes de l'Université Saint-Louis à Bruxelles, spécialiste des questions d'immigration.

Les passeurs semblent d'autant plus intouchables que les victimes ne les dénoncent que très rarement. Surtout si elles ne veulent pas se faire remarquer par les autorités une fois arrivées à destination. "L'absence de plaintes officielles de la part des migrants rend difficile la poursuite des passeurs, qui sont difficiles à identifier", lit-on, dans un communiqué de l'IRIN (réseaux d'information régionaux intégrés).

L.V. (st.)

1750€

LE COÛT D'UNE TRAVERSÉE

Pour un migrant syrien, alors que le migrant subsaharien paiera trois fois moins.

Épinglé

Ils faisaient passer leurs victimes vers l'Europe du Nord

► **La justice italienne a arrêté** lundi 24 membres d'un réseau de passeurs qui faisait transiter des immigrés d'Afrique jusqu'en Europe du Nord, via la Méditerranée et la Sicile. Ces trafiquants avaient organisé au moins 15 voyages depuis mai 2014 et réclamaient aux candidats à l'immigration entre 1 500 et 2 000 dollars, a précisé le parquet de Palerme. Le président du Conseil Matteo Renzi a confirmé que ces arrestations portaient le nombre total des passeurs arrêtés par l'Italie à 1 002 personnes.

► **Les migrants**, venus principalement d'Erythrée, du Soudan et de Somalie, embarquaient près de Zuwarah en Libye à destination de la Sicile. Ils étaient cantonnés dans des hangars près du littoral avant leur départ. Selon un volumineux rapport d'enquête du parquet de Palerme, des centaines de migrants étaient embarqués sur des bateaux en mauvais état, les passeurs les abandonnant en pleine mer après avoir lancé des appels au secours, comptant cyniquement sur les secours italiens

pour les recueillir. Les passeurs organisaient tout le voyage, y compris la fuite depuis les centres d'accueil italiens. Les migrants sauvés en mer sont ensuite transportés dans ces centres disséminés sur tout le territoire italien. Mais quelque deux migrants sur trois préfèrent gagner par leurs propres moyens d'autres destinations en Europe plutôt que d'attendre un hypothétique droit d'asile en Italie, selon les ONG.

► **Les trafiquants arrêtés** avaient recours à des systèmes de paiement sophistiqués comme les transferts d'argent via Moneygram ou Western Union. À chaque immigré "client" était attribué un numéro, et chaque paiement était consigné dans un dossier, selon le parquet. Le réseau, fonctionnant comme une véritable agence de voyage avec des relais en Sicile et en Lombardie, organisait le transport jusqu'à Rome et Milan, généralement en voiture ou en autocar, puis le voyage vers les destinations finales: la Norvège, la Suisse, la France, le Royaume-Uni ou encore l'Allemagne. Les tarifs étaient plus ou moins chers, selon que le moyen de transport était le train, l'autocar ou l'auto. Le groupe criminel serait dirigé par l'Erythréen Medhanie Yehdego Mered et l'Ethiopien Ghermay Ermias.